

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Le-liberalisme-oligarchique-latinoamericain>

Le libéralisme oligarchique latinoaméricain

- Notre Amérique -

Date de mise en ligne : mercredi 7 mars 2018

Description :

Le libéralisme oligarchique latinoaméricain - Emir Sader

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Dans le débat avec Andrés Manuel López Obrador, l'un des théoriciens les plus connus du libéralisme latinoaméricain, Enrique Krauze [\[1\]](#), proteste d'avoir été qualifié de conservateur. Les libéraux latinoaméricains croient toujours que la défense de la liberté est ce qui les définit.

Ils revendiquent leur filiation au libéralisme européen, qui a été l'idéologie de la bourgeoisie ascendante dans la lutte contre le féodalisme. Ils transfèrent de façon mécanique le rôle du libéralisme en Europe vers l'Amérique latine, sans se rendre compte que les cadres historiques des deux continents sont très différents, définissant des natures radicalement différentes pour le libéralisme.

En Amérique Latine le libéralisme a été l'idéologie des modèles d'économies primaires exportatrices, c'est-à-dire de la droite oligarchique, avec sa défense de l'ouverture des marchés. Elle fut associée aux régimes politiques de droite, parmi eux les dictatures militaires.

Il s'oppose à l'État, au leadership populaire, à ses politiques - traitées de « populistes » - de distribution de la rente, de reconnaissance des droits sociaux de tous. Le libéralisme en Amérique Latine ne s'est jamais identifié à la défense de la « liberté », sauf si nous considérons la seule « *liberté de la presse* » des médias qui le représente.

Le libéralisme par ici, en s'opposant à l'État, s'est identifié avec le marché, par conséquent avec le grand patronat et ses politiques économiques libérales et les néolibéraux. Il a toujours été de droite.

En Europe, la droite s'est identifiée à la défense de l'État et de la nation. Mais sous une conception chauvine, selon laquelle un État est toujours meilleur que l'autre. Il n'y a pas de domination externe.

En Amérique Latine c'est la gauche qui assume la défense de l'État et des questions nationales, contre l'ingérence externe. Le libéralisme a toujours été approprié par la droite dans nos régions.

Dans l'ère néolibérale, la connexion entre le libéralisme et marché est devenue structurale. Avec une convergence entre le libéralisme économique et le libéralisme politique. Au Mexique, l'arrivée des gouvernements du PAN (Partagé l'Action Nationale) à la présidence en 2000 a été saluée comme la démocratisation de ce pays. Il est clair que, après les échecs des gouvernements de ce parti, les libéraux n'ont pas fait le bilan de leurs illusions et continuent d'appuyer des candidats des partis traditionnels, pour éviter ce qui est pour eux le plus grand malheur : l'alternative de gauche.

La même chose dans toute l'Amérique Latine. Fernando Henrique Cardoso, à ce qu'on suppose social-démocrate, a intégré les libéraux dans son gouvernement pour réaliser une gestion néolibérale. Partout, les libéraux se sont conformés aux intérêts du marché, en se battant contre l'État et sa capacité d'induire le développement économique, de garantir les droits sociaux de la majorité toujours reléguée de la population, de mettre en pratique des politiques souveraines et non externes.

Est-ce que les libéraux latinoaméricains confondent combat contre l'État avec combat pour la liberté. Ils ne se rendent pas compte que celui qui exproprie les droits de la majorité de la population n'est pas l'État, mais le marché, dont ils rêvent comme espace supposé de liberté. La liberté du capital, du grand patronat, qui exproprie des droits, concentre la rente. C'est ce qui fait le marché face à l'État minimal que les libéraux défendent.

Les riches n'ont pas besoin de l'État. Ils ont les banques privées, ils ont transports privé, ils ont une éducation privée, ils ont des services de santé privés. Ceux qui ont besoin de l'État sont les plus fragiles, les plus déshérités, les

exclus, à condition que l'État cesse d'être l'instrument des puissants et des milliardaires.

Les libéraux ne comprennent pas l'Amérique Latine, parce qu'ils ne se rendent pas compte, que nous vivons dans des sociétés capitalistes, dans l'ère néolibérale. Que nous vivons dans des sociétés pressées par l'impérialisme. Ce sont des catégories essentielles - capitalisme, néolibéralisme et impérialisme - qu'ils ignorent.

Maintenant les libéraux se concentrent pour attaquer la candidature qui peut sauver le Mexique des malheurs que les gouvernements néolibéraux et le Traité de libre commerce avec les USA et le Canada ont apportés dans le pays. Ils paniquent que triomphe un gouvernement qui défend les intérêts de la majorité de la population mexicaine, qui défend les intérêts nationaux, que le Mexique se rapproche de l'Amérique Latine. Mais ceci est l'espoir de la majorité du peuple mexicain et aussi de toute l'Amérique Latine. Battre les néolibéralismes et mettre fin à la subordination les États-Unis pour construire un Mexique juste et souverain.

Emir Sader

***Emir Sader** est philosophe et professeur de sociologie à l'université de l'Etat de Rio de Janeiro (UERJ) et à l'Université de São Paulo (USP). Voir son [blog de Emir Sader](#)

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiassi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 7 mars 2018

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] **Enrique Krauze Kleinbort** est un historien, essayiste et éditeur libéralo-conservateur mexicain.